

**Art. 3.** La présente loi entre en vigueur le jour du prochain renouvellement intégral du Conseil de la Communauté germanophone.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 25 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

—  
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Chambre des Représentants :

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi, n° 2028/1. — Amendement, n° 2028/2. — Texte adopté par la Commission, n° 2028/3. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 2028/4.

*Annales de la Chambre.* — Discussion et adoption, séances des 31 mars et 1er avril 1999.

Sénat :

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des Représentants, n° 1-1352/1. — Projet non évoqué, n° 1-1352/2.

**Art. 3.** Deze wet treedt in werking op de dag waarop de Raad van de Duitstalige Gemeenschap volledig wordt hernieuwd.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 25 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Kamer van Volksvertegenwoordigers :

*Parlementaire stukken.* — Wetsvoorstel, nr. 2028/1. — Amendement, nr. 2028/2. — Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 2028/3. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 2028/4.

*Handelingen van de Kamer.* — Bepsreking en aanneming, vergaderingen van 31 maart en 1 april 1999.

Senaat :

*Parlementaire stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers, nr. 1-1352/1. — Ontwerp niet geëvoeerd, nr. 1-1352/2.

F. 99 — 2502

[S - C - 99/00419]

**4 MAI 1999. — Arrêté royal  
portant exécution de l'article 329bis de la nouvelle loi communale  
et de l'article 144 de la loi provinciale**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal que j'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à procurer exécution aux articles 329bis de la nouvelle loi communale et 144 de la loi provinciale, tels que ceux-ci ont été respectivement insérés sous un « titre XVbis (nouveau) : De l'assurance en responsabilité civile des communes » et rétabli sous un titre XII (nouveau) : De l'assurance en responsabilité civile des provinces » dans lesdites lois par la loi du 4 mai 1999 relative à la responsabilité civile et pénale des bourgmestres, échevins et membres de la députation permanente.

Les dispositions servant ainsi de fondement légal au présent projet d'arrêté chargent le Roi d'arrêter les modalités selon lesquelles la commune ou la province est tenue de contracter une assurance visant à couvrir la responsabilité civile, en ce compris l'assistance en justice, qui incombe personnellement, selon le cas, au bourgmestre, à l'échevin, aux échevins ou aux membres de la députation permanente dans l'exercice normal de leurs fonctions.

Le problème de la responsabilité personnelle de ces mandataires, en raison des inquiétudes qu'elle suscite légitimement auprès de ceux-ci et eu égard aux mises en cause dont elle fait de plus en plus fréquemment l'objet devant les juridictions, peut représenter un frein important à l'initiative et l'innovation dans la gestion des affaires locales, ainsi qu'un découragement certain des élus locaux pouvant conduire à une diminution des candidatures à des mandats non dénués de risques importants.

Le présent projet d'arrêté royal a pour objet de remédier partiellement à ces divers inconvénients. Il présente en outre l'avantage de conférer dans bien des cas à la victime une garantie d'indemnisation de la part du mandataire fautif.

N. 99 — 2502

[S - C - 99/00419]

**4 MEI 1999. — Koninklijk besluit  
houdende uitvoering van artikel 329bis van de nieuwe gemeentewet  
en van artikel 144 van de provinciewet**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van koninklijk besluit dat ik de eer heb ter onderteekening voor te leggen aan Uwe Majesteit, strekt ertoe uitvoering te geven aan de artikelen 329bis van de nieuwe gemeentewet en 144 van de provinciewet, zoals zij respectievelijk in de voormelde wetten ingevoegd zijn onder een « (nieuwe) titel XVbis : Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid van de gemeenten » en hersteld zijn onder een « (nieuwe) titel XII : Verzekering burgerlijke aansprakelijkheid van de provincies » door de wet van 4 mei 1999 betreffende de burgerlijke en strafrechtelijke aansprakelijkheid van de burgemeesters, schepenen en leden van de bestendige deputatie.

De bepalingen die aldus als wettelijke basis dienen voor dit ontwerp van besluit, belasten de Koning met het bepalen van de wijze waarop de gemeente of de provincie een verzekering moet afsluiten voor het dekken van de burgerlijke aansprakelijkheid, met inbegrip van de rechtsbijstand, die naar gelang van het geval persoonlijk rust op de burgemeester, op de schepenen, op de schepenen of op de leden van de bestendige deputatie in de normale uitoefening van hun ambt.

Het probleem van de burgerlijke aansprakelijkheid van deze mandatarissen kan, door de ongerustheid die zij terecht opwekt bij hen en gezien het steeds groter wordende aantal gedingen waarvan zij het voorwerp is voor de rechtscolleges, een grote rem betekenen voor het initiatief en de innovatie in het beheer van de plaatselijke aangelegenheden en een zekere ontmoediging van de plaatselijk verkozenen, die kan leiden tot een daling van de candidaturen voor mandaten die grote risico's inhouden.

Dit ontwerp van koninklijk besluit strekt er toe die verschillende nadelen gedeeltelijk weg te werken. Het biedt bovendien het voordeel dat het in vele gevallen aan het slachtoffer een garantie van schadevergoeding vanwege de schuldige mandataris toekent.

L'arrêté en projet répond au surplus à la complexité croissante des missions confiées aux mandataires locaux et à la responsabilité qui peut leur être imputée dans des matières de plus en plus variées. Seuls les dommages occasionnés par les mandataires concernés dans l'exercice normal de leurs fonctions tombent toutefois sous son champ d'application, dans la mesure où la responsabilité personnelle de ceux-ci est engagée. Il convient à cet égard de préciser que la responsabilité d'une personne morale de droit public n'exclut pas, en règle, la responsabilité personnelle, notamment de ses organes.

Il paraît enfin opportun de souligner que la réglementation projetée ne renferme qu'un ensemble d'obligations minimales dont les communes et les provinces sont tenues d'assurer le respect. Ces obligations sont formulées de manière suffisamment générale de sorte que les compagnies d'assurances puissent, si ce n'est le cas, s'y adapter à brève échéance en proposant des polices répondant aux critères fixés. Sur ce point, il n'est pas sans intérêt d'observer que la plupart des communes et provinces ont souscrit, à ce jour, des polices d'assurance garantissant leur responsabilité civile générale (en ce compris un volet assistance en justice) et que certaines de ces polices étendent déjà leurs garanties aux mandataires exécutifs agissant dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions. Dans ce contexte, il est raisonnablement permis de croire que le texte en projet n'aura de réel impact que sur les seules communes et provinces, minoritaires, qui n'ont pas souscrit de telles polices.

#### Commentaire des articles

##### Article 1er.

Cette disposition délimite les contours de l'obligation d'assurance mise à charge de communes et des provinces ainsi que le type de responsabilité qu'elle garantit.

Il est en particulier à relever, d'une part, que la compagnie auprès de laquelle l'assurance est souscrite doit être agréée et d'autre part, que les dommages donnant lieu à intervention peuvent consister aussi bien en dommages corporels que matériels ou immatériels.

##### Art. 2.

Il s'agit ici de définir la notion de tiers nécessaire pour l'application de l'article 1<sup>er</sup>. La personne morale de droit public au sein de laquelle les mandataires concernés exercent leurs fonctions ne peut, pour des raisons évidentes, être elle-même considérée comme un tiers à l'égard de ces derniers. Les mandataires exerçant leurs fonctions au sein de la même personne morale de droit public sont toutefois considérés comme tiers entre eux dans le souci de garantir une indemnisation effective entre personnes physiques.

##### Art. 3.

La disposition a pour objet d'éviter que les dommages revêtant un caractère accidentel soient en toutes hypothèses exclus de la garantie. Il appartient dans une large mesure aux juridictions civiles de déterminer sur base de critères évolutifs et dépendants du cas d'espèce ce que recouvre la notion de dommage accidentel, étant entendu qu'un accident doit généralement être regardé comme un événement soudain, involontaire et imprévu dans le chef de l'assuré.

##### Art. 4.

L'objectif est d'exclure du champ d'application de la réglementation, notamment, les dommages qui résultent d'accidents de la route.

##### Art. 5.

L'alinéa 1<sup>er</sup> de cette disposition autorise expressément les exclusions de garantie par souci de réalisme dans la mesure où celles-ci existent en fait dans la plupart des polices d'assurance, quelle que soit la branche faisant l'objet de la garantie.

En son alinéa 2, la même disposition affirme toutefois le caractère exceptionnel de ces exclusions par rapport aux risques couverts et établit à cet égard un critère général d'appréciation. L'extension dont il est question dans cet alinéa vise à la fois le nombre (trop élevé par rapport aux risques garantis) d'exclusions et l'ampleur ou la portée que celles-ci peuvent revêtir.

Het ontworpen besluit beantwoordt daarenboven aan de toenemende complexiteit van de opdrachten die toevertrouwd worden aan de plaatselijke mandatarissen en aan de aansprakelijkheid die hen toegeschreven kan worden in steeds meer uiteenlopende aangelegenheden. Alleen de schade die veroorzaakt wordt door de betrokken mandatarissen in de normale uitoefening van hun ambt valt echter onder de toepassing van het besluit, voor zover zij persoonlijk aansprakelijk gesteld zijn. In dit opzicht dient gepreciseerd te worden dat de aansprakelijkheid van een publiekrechtelijk rechtspersoon in de regel de persoonlijke aansprakelijkheid, met name van zijn organen, niet uitsluit.

Het lijkt ten slotte wenselijk te benadrukken dat de ontworpen reglementering slechts een geheel van minimale verplichtingen omvat waarvan de gemeenten en de provincies de naleving moeten verzekeren. Deze verplichtingen zijn op voldoende algemene manier geformuleerd, zodat de verzekeringsmaatschappijen zich, als dat nog niet het geval is, op korte termijn eraan kunnen aanpassen door polissen aan te bieden die voldoen aan de vastgestelde criteria. In dat verband dient er opgemerkt te worden dat het merendeel van de gemeenten en provincies tot op heden polissen afgesloten hebben die hun algemene burgerlijke aansprakelijkheid waarborgen (met inbegrip van een onderdeel rechtsbijstand) en dat sommige van die polissen hun garanties reeds uitbreiden tot de uitvoerende mandatarissen die in het kader van de uitoefening van hun ambt handelen. In die context kan men redelijkerwijze aannemen dat de ontworpen tekst uitsluitend een werkelijke impact zal hebben op de gemeenten en provincies die geen dergelijke polissen afgesloten hebben, en die zijn in de minderheid.

#### Commentaar bij de artikelen

##### Artikel 1.

Deze bepaling geeft de grote lijnen aan van de verplichting tot verzekering van de gemeenten en provincies, en het type aansprakelijkheid die zij waarborgt.

Er dient in het bijzonder opgemerkt te worden enerzijds dat de maatschappij waarbij de verzekering wordt afgesloten erkend moet zijn en anderzijds dat de schade die aanleiding geeft tot een interventie zowel uit lichamelijke schade als uit materiële of immateriële schade kan bestaan.

##### Art. 2.

Hier wordt het begrip van 'derde' bepaald, dat nodig is voor de toepassing van artikel 1. De publiekrechtelijke rechtspersoon waarbinnen de betrokken mandatarissen hun ambt uitoefenen mag uiteraard niet zelf beschouwd worden als een derde ten opzichte van hen. De mandatarissen die hun ambt uitoefenen binnen dezelfde publiekrechtelijke rechtspersoon worden echter onderling als derden beschouwd om een doeltreffende vergoeding tussen natuurlijke personen te waarborgen.

##### Art. 3.

De bepaling heeft tot doel te vermijden dat de schade die per ongeluk plaatsvindt in alle hypothesen uitgesloten zou worden van de garantie. Het zijn de burgerlijke rechters die in grote mate verantwoordelijk zijn voor het bepalen, op basis van evoluerende criteria die afhankelijk zijn van het geval, van de inhoud van het begrip 'schade per ongeluk', aangezien een ongeval meestal beschouwd moet worden als een plotse gebeurtenis, die onopzettelijk en onvoorzien is vanuit het standpunt van de verzekerde.

##### Art. 4.

Het doel bestaat erin met name de schade die voortvloeit uit verkeersongevallen uit te sluiten van het toepassingsgebied van de reglementering.

##### Art. 5.

Het eerste lid van die bepaling laat, uit realistische overwegingen, uitdrukkelijk de uitsluitingen van waarborg toe voor zover die in feite bestaan in de meeste verzekeringspolissen, ongeacht de sector die het voorwerp uitmaakt van de garantie.

In het tweede lid van die bepaling wordt echter de uitzonderlijke aard van die uitsluitingen ten opzichte van de gedekte risico's bevestigd, en wordt er in dat verband een algemeen beoordelingscriterium vastgesteld. De uitbreiding waarvan in dit lid sprake is, heeft zowel betrekking op het aantal uitsluitingen (dat te hoog is ten opzichte van de gewaarborgde risico's) als op de omvang of de draagwijdte die zij kunnen hebben.

## Art. 6.

La répétition de sinistres, même si ces sinistres sont de même nature, ne doit pas faire obstacle à des interventions répétées de la compagnie d'assurances pourvu bien entendu que les sinistres en question ne tombent pas sous une clause d'exclusion et que l'indemnisation réclamée n'excède pas les sommes contractuellement fixées.

Toute clause d'une police excluant la possibilité d'une intervention dans l'indemnisation de la victime en cas de répétition de sinistres est non seulement interdite par la présente disposition mais est en outre de nature à remettre en cause de manière déraisonnable la garantie acquise au sens de l'article 6, alinéa 2, du projet.

## Art. 7.

Cette disposition proscriit toute interruption de garantie et met de ce fait à charge des pouvoirs locaux une obligation de paiement des primes à heure et à temps. Ce principe vaut en toutes circonstances et même au cas où le contrat prendrait fin, notamment par résiliation.

## Art. 8 et 9.

Ces articles définissent les contours du volet « assistance en justice » du contrat dont la souscription est rendue obligatoire par l'article 1<sup>er</sup>. Le volet dont question constitue l'accessoire indispensable de ce contrat ainsi que le prévoit la loi.

## Art. 10.

Cette disposition découle logiquement du caractère obligatoire de la police à souscrire.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,  
  
Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**4 MAI 1999. — Arrêté royal portant exécution de l'article 329bis**  
de la nouvelle loi communale et de l'article 144 de la loi provinciale

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la nouvelle loi communale, codifiée par l'arrêté royal du 24 juin 1988 et ratifiée par la loi du 26 mai 1989, notamment l'article 329bis, y inséré par la loi du 4 mai 1999;

Vu la loi provinciale du 30 avril 1836, notamment l'article 144, rétabli par la loi du 4 mai 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi précitée entrera en vigueur le dixième jour qui suit sa publication; qu'à partir de cette date, les provinces et communes doivent pouvoir contracter l'assurance visée par la loi; qu'il est dès lors impérieux d'arrêter sans délai les modalités d'exécution de cette loi;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** La commune est tenue de souscrire auprès d'une compagnie d'assurances agréée une police destinée à garantir la responsabilité civile qui incombe personnellement au bourgmestre ainsi qu'à un ou plusieurs échevins à la suite des dommages corporels, matériels ou immatériels que ceux-ci occasionnent à des tiers dans l'exercice normal de leurs fonctions.

La province souscrit une police de même nature que celle visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> au bénéfice des membres de la députation permanente.

## Art. 6.

Het terugkeren van schadegevallen, ook al zijn zij van dezelfde aard, mag geen belemmering vormen voor herhaalde tussenkomsten van de verzekeringsmaatschappij, op voorwaarde uiteraard dat de schadegevallen waarvan sprake, niet onder een uitsluitingsclausule vallen en dat de gevraagde vergoeding de contractueel bepaalde bedragen niet overschrijdt.

Elke clausule van een polis die de mogelijkheid van een tussenkomst in de vergoeding van het slachtoffer in geval van herhaalde schadegevallen uitsluit, wordt niet alleen verboden door deze bepaling maar leidt er bovendien toe dat de garantie, verkregen in de zin van artikel 5, tweede lid, van het ontwerp, op onredelijke wijze aan de orde gesteld wordt.

## Art. 7.

Deze bepaling verbiedt elke onderbreking van de garantie en verplicht de lokale besturen daardoor om de premies tijdig te betalen. Dit principe geldt in alle omstandigheden en ook ingeval het contract zou eindigen, met name door opzegging.

## Art. 8 en 9.

Deze artikelen bepalen de grote lijnen van het onderdeel « rechtsbijstand » van het contract waarvan de ondertekening verplicht is door artikel 1. Het onderdeel waarvan sprake vormt het onontbeerlijke toebehoren van dit contract, zoals voorzien is in de wet.

## Art. 10.

Deze bepaling vloeit logischerwijze voort uit de verplichte aard van de polis die afgesloten moet worden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**4 MEI 1999. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 329bis van de nieuwe gemeentewet en van artikel 144 van de provinciewet**

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de nieuwe gemeentewet, gecodificeerd bij het koninklijk besluit van 24 juni 1988, en bekrachtigd door de wet van 26 mei 1989, inzonderheid op artikel 329bis, daarin ingevoegd bij de wet van 4 mei 1999;

Gelet op de provinciewet van 30 april 1836, inzonderheid op artikel 144, hersteld bij de wet van 4 mei 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voormelde wet in werking zal treden op de tiende dag na zijn publicatie; dat de provincies en gemeenten vanaf die dag de in de wet bedoelde verzekering moeten kunnen afsluiten; dat derhalve onverwijld de nadere regels voor de uitvoering van deze wet moeten worden bepaald;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** De gemeente dient bij een erkende verzekeringsmaatschappij een polis af te sluiten die bestemd is om de burgerlijke aansprakelijkheid te waarborgen die persoonlijk rust op de burgemeester, evenals op één of meerdere schepenen, naar aanleiding van de lichamelijke, materiële of immateriële schade die deze berokkenen aan derden in de normale uitoefening van hun ambt.

De provincie sluit een polis van dezelfde aard af als die bedoeld in het eerste lid, ten voordele van de leden van de bestendige deputatie.

**Art. 2.** Pour l'application de l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, sont considérés comme tiers toutes personnes physiques ou morales autres que la commune. Le bourgmestre ainsi que le ou les échevins sont toutefois considérés comme tiers entre eux.

Pour l'application de l'alinéa 2 de la même disposition, sont considérés commetiers toutes personnes physiques ou morales autres que la province. Les membres de la députation permanente sont toutefois considérés comme tiers entre eux.

**Art. 3.** La garantie de responsabilité visée à l'article 1<sup>er</sup> ne peut être limitée à des dommages dont la survenance est accidentelle.

**Art. 4.** La responsabilité civile résultant d'un dommage tombant sous l'application d'une loi sur l'assurance obligatoire n'entre pas dans le champ d'application du présent arrêté.

**Art. 5.** La police d'assurance souscrite conformément à l'article 1<sup>er</sup> peut renfermer des exclusions de garantie.

Celles-ci doivent toutefois demeurer exceptionnelles par rapport aux risques garantis et ne pas être de nature, de par leur extension, à remettre en cause de manière déraisonnable la garantie acquise en vertu de l'article 1<sup>er</sup>.

**Art. 6.** La garantie visée à l'article 1<sup>er</sup> doit, aux termes des stipulations expresses des conditions générales, spéciales ou particulières de la police souscrite, être accordée pour chaque sinistre quelle qu'en soit la fréquence, à concurrence des sommes prévues auxdites conditions.

**Art. 7.** La couverture d'assurance doit revêtir un caractère permanent dans le chef des bénéficiaires de la police souscrite.

**Art. 8.** L'assurance souscrite par la commune ou la province en garantie de la responsabilité visée à l'article 1<sup>er</sup> doit comprendre un volet de type assistance en justice-défense civile

L'assurance dont la souscription est rendue obligatoire par l'alinéa 1<sup>er</sup> a pour objet d'obliger la compagnie d'assurances à prendre fait et cause pour le ou les mandataires concernés dans toute procédure civile poursuivie contre eux devant toute juridiction belge ou étrangère dès le moment où la garantie visée à l'article 1<sup>er</sup> est due et dans les limites de celle-ci.

**Art. 9.** La garantie acquise en vertu de l'article 9 comprend au moins la prise en charge par l'assureur des honoraires d'avocat et des frais généralement quelconques liés à la poursuite de la procédure civile, en ce compris, le cas échéant, les frais de déplacement et de séjour nécessités par les diverses comparutions, ainsi que du cautionnement dont le ou les mandataires seraient redevables dans le cadre de ladite procédure.

**Art. 10.** Le coût des primes afférentes à l'assurance prévue par le présent arrêté est supporté par un crédit obligatoire inscrit, selon le cas, au budget communal ou provincial.

**Art. 11.** Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 mai 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,  
L. VAN DEN BOSSCHE

**Art. 2.** Voor de toepassing van artikel 1, eerste lid, worden als derden beschouwd alle andere natuurlijke personen of rechtspersonen dan de gemeente. De burgemeester en de schepenen of schepenen worden evenwel als derden beschouwd ten opzichte van elkaar.

Voor de toepassing van het tweede lid van dezelfde bepaling, worden als derden beschouwd alle andere natuurlijke personen of rechtspersonen dan de provincie. De leden van de bestendige deputatie worden evenwel als derden beschouwd ten opzichte van elkaar.

**Art. 3.** De in artikel 1 bedoelde aansprakelijkheidswaarborg mag niet beperkt zijn tot schade die per ongeluk plaatsvindt.

**Art. 4.** De burgerlijke aansprakelijkheid die voortvloeit uit schade die onder de toepassing valt van de wet op de verplichte autoverzekering, behoort niet tot het toepassingsgebied van dit besluit.

**Art. 5.** De overeenkomstig artikel 1 afgesloten verzekeringspolis, kan bepaalde uitsluitingen van waarborg bevatten.

Deze uitsluitingen moeten echter uitzonderlijk blijven ten opzichte van de gewaarborgde risico's en mogen niet van die aard zijn dat zij, door hun omvang, de krachtens artikel 1 verkregen waarborg op onredelijke wijze in het gedrang brengen.

**Art. 6.** De in artikel 1 bedoelde waarborg moet, krachtens de uitdrukkelijke bepalingen van de algemene, speciale of bijzondere voorwaarden van de afgesloten polis, toegekend worden voor elk schadegeval ongeacht de frequentie ervan, voor de bedragen die voorzien zijn tegen de vermelde voorwaarden.

**Art. 7.** De dekking van de verzekering moet permanent zijn, in hoofde van de begunstigden van de afgesloten polis.

**Art. 8.** De door de gemeente of de provincie afgesloten verzekering ter waarborg van de in artikel 1 bedoelde aansprakelijkheid, moet een onderdeel bevatten van het type rechtsbijstand-burgerlijke verdediging.

De verzekering die krachtens het eerste lid verplicht afgesloten moet worden, heeft als doel de verzekeringsmaatschappij ertoe te verplichten het op te nemen voor de betrokken mandataris of mandatarissen in elke burgerlijke procedure die tegen hen ingesteld is voor elke Belgische of buitenlandse rechtbank, vanaf het moment waarop de in artikel 1 bedoelde waarborg verschuldigd is en binnen de grenzen daarvan.

**Art. 9.** De krachtens artikel 9 verkregen waarborg bevat minstens de tenlasteneming door de verzekeraar van de honoraria van de advocaten en alle algemene kosten in verband met de voortzetting van de burgerlijke procedure, met inbegrip van, in voorkomend geval, de reis- en verblijfskosten die voortvloeien uit de verschillende verschijningen, evenals van de borgsom die de mandataris of mandatarissen zouden moeten betalen in het kader van deze procedure.

**Art. 10.** De kosten van de premies betreffende de door dit besluit voorziene verzekering, worden gedragen door een verplicht krediet dat is ingeschreven, naargelang van het geval, op de gemeente- of provinciebegroting.

**Art. 11.** Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 mei 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,  
L. VAN DEN BOSSCHE